

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1989.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het buitengewoon onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 27 juli 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

### MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 1753

#### 20 JUILLET 1989. — Décret modifiant l'article 77novies du Code du Logement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 77novies du Code du Logement, inséré par le décret du 3 mai 1983 et modifié par les décrets des 14 mars 1985 et 15 janvier 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 77novies. § 1er. Lorsque la Région wallonne, la Société régionale wallonne du Logement, une des sociétés immobilières de service public agréées par celle-ci, une commune, une intercommunale ou un centre public d'aide sociale réalisent un ensemble d'habitations sociales, moyennes ou assimilées, tout en assurant le développement harmonieux de l'habitat, la Région wallonne peut prendre à sa charge le coût de l'équipement en voirie, égout, éclairage public, réseau de distribution d'eau et des abords communs, ainsi que le coût de l'aménagement de tels équipements.

On entend par réalisation d'un ensemble d'habitations sociales, moyennes ou assimilées, une ou plusieurs des opérations suivantes :

- 1° la transformation et l'amélioration d'habitations insalubres améliorables;
- 2° la transformation d'immeubles en vue d'y aménager des habitations;
- 3° la démolition d'habitations insalubres non améliorables et la construction d'habitations au même endroit;
- 4° la construction d'habitations;
- 5° le lotissement de parcelles de terrain à bâtir en vue de permettre à des particuliers d'acquérir un droit réel sur l'une de ces parcelles pour y construire ou faire construire pour leur compte une habitation, ou pour en acquérir la propriété en vertu d'une convention conclue avec une entreprise privée, quelle que soit la nature ou la qualification de cette convention.

Les autorités et organismes visés à l'alinéa 1er peuvent agir seuls, conjointement ou avec une autre personne morale.

La Région wallonne peut également prendre à sa charge la construction ou l'aménagement d'autres équipements communs ainsi que des installations à caractère collectif et d'intérêt social ou culturel pour autant que ces équipements ou ces installations constituent des parties intégrantes de l'ensemble énuméré ci-dessus.

§ 2. Les autorités et organismes visés au § 1er peuvent être autorisés à exécuter, pour leur compte, les travaux d'équipement et d'aménagement.

Dans ce cas, ils bénéficient, à l'exclusion de toute autre subvention, d'une subvention de la Région wallonne, établie sur base du montant, taxe à la valeur ajoutée y comprise, de la soumission régulière la plus basse ou de l'offre régulière la plus intéressante, selon le mode d'attribution du marché retenu, adaptée en fonction des révisions contractuelles et majorée des frais généraux afférents aux travaux.

L'Exécutif détermine le montant de l'intervention de la Région dans ces frais généraux.

§ 3. Les autorités et organismes visés au § 1er ne peuvent prétendre au bénéfice des présentes dispositions que dans la mesure où les acquéreurs, les locataires et les habitations satisfont aux conditions fixées par l'Exécutif.

Lorsque ces conditions ne sont pas respectées, ces organismes sont tenus de rembourser à la Région wallonne l'intervention de celle-ci dans le coût des travaux augmentée des intérêts au taux légal.

§ 4. Lorsqu'une des parcelles sur lesquelles un droit réel est cédé n'est pas bâtie dans le délai fixé par l'Exécutif, les autorités et organismes visés au § 1er exercent sur cette parcelle un droit de rachat, sous peine pour eux de devoir procéder au remboursement prévu au § 3.

Le rachat s'effectue au prix payé par l'acquéreur.

§ 5. Les habitations à construire sur les parcelles de terrain, visées au § 1er, 5°, doivent répondre aux conditions fixées par l'Exécutif, sous peine pour le maître d'ouvrage de rembourser à la Région wallonne et aux autorités et organismes visés au § 1er leur part d'intervention respective dans le coût des travaux imputable à leur parcelle, augmentée des intérêts au taux légal.

(1) Session 1988-1989

Documents du Conseil, 92 (1988-1989) n° 1 et 2.

Compte-rendu intégral, séance publique du 5 juillet 1989.

Discussion.

Compte-rendu intégral, séance publique du 7 juillet 1989.

Vote.

§ 6. Les réseaux de voirie et d'égouts construits ou à construire avec le bénéfice de l'intervention de la Région wallonne par les autorités et organismes visés au § 1er, ou par la Région wallonne agissant pour leur compte, sont transférés gratuitement et dans l'état où ils se trouvent à la commune et sont incorporés dans la voirie communale.

Ce transfert s'opère à la date de la signature du procès-verbal de réception définitive.

Si elle n'est pas maîtresse de l'ouvrage des travaux de construction des réseaux de voirie et des égouts, la commune est associée à la surveillance des travaux et elle est invitée à assister aux réceptions provisoire et définitive.

Dans le cas où la commune formule soit au cours de l'exécution du marché soit aux procès-verbaux de réception des observations dont il n'est pas tenu compte, l'Exécutif tranche.

§ 7. L'Exécutif fixe les pourcentages de l'intervention de la Région wallonne, qui peuvent atteindre 100 %.

Il détermine les modalités d'application des dispositions du présent article. »

Art. 2. Les présentes dispositions s'appliquent aux équipements dont la réception définitive n'a pas été accordée à la date d'entrée en vigueur de celles-ci ainsi qu'aux équipements de terrains dont les autorités et organismes visés au § 1er sont encore propriétaires à cette même date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux,  
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement  
et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 -- 1753

20. JULI 1989. — Dekret zur Abänderung von Artikel 77novies des Wohnungsgesetzbuches (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und wir, die Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Der durch das Dekret vom 3. Mai 1983 eingefügte und durch die Dekrete vom 14. März 1985 und vom 15. Januar 1987 abgeänderte Artikel 77novies des Wohnungsgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

\* Art. 77novies. § 1. Wenn die Wallonische Region, die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, eine der von letzterer anerkannten Immobiliengesellschaften des öffentlichen Diensts, eine Gemeinde, eine Interkommunale bzw. ein Sozialhilfezentrum einen Komplex von sozialen, mittleren oder damit gleichgestellten Wohnungen ausführt, wobei die harmonische Entwicklung der Wohnverhältnisse gewährleistet wird, kann die Wallonische Region die Kosten der Ausrüstungen für die Wege, die Kanalisationen, die Straßenbeleuchtung, das Wasserversorgungsnetz und die gemeinsamen Zugänge sowie die Kosten für das Anbringen solcher Ausrüstungen übernehmen.

Unter Ausführung eines Komplexes von sozialen, mittleren oder damit gleichgestellten Wohnungen versteht man eine bzw. mehrere der folgenden Maßnahmen :

1° den Umbau und die Verbesserung von verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen;

(1) Sitzung 1988-1989

Dokumente des Rates, 92 (1988-1989) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Protokoll, öffentliche Sitzung vom 5. Juli 1989.

Besprechung.

Ausführliches Protokoll, öffentliche Sitzung vom 7. Juli 1989.

Abstimmung.

- 2° den Umbau von Gebäuden zwecks Einrichtung von Wohnungen;  
 3° den Abriß gesundheitsschädlicher, nicht verbesserungsfähiger Wohnungen und den Bau sozialer Wohnungen am selben Ort;  
 4° den Wohnungsbau;

5° die Erschließung von zu bebauenden Grundstücksparzellen, um Privatpersonen zu ermöglichen, ein dingliches Recht an einer dieser Parzellen zu erwerben, um an diesem Ort eine Wohnung zu bauen oder auf ihrer Rechnung bauen zu lassen bzw. das Eigentum daran aufgrund eines mit einem privaten Unternehmen abgeschlossenen Vertrags zu erwerben, gleich welche seine Art und ihre Qualifizierung auch sein mag.

Die in Absatz 1 erwähnten Behörden und Einrichtungen dürfen allein, gemeinsam oder mit einer anderen juristischen Person handeln.

Die Wallonische Region darf ebenfalls den Bau bzw. das Anbringen von anderen gemeinsamen Ausrüstungen sowie von Anlagen mit kollektivem Charakter und sozialer bzw. kultureller Bedeutung übernehmen, soweit diese Ausrüstungen bzw. Anlagen Bestandteile des oben erwähnten Komplexes sind.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Behörden und Einrichtungen können zugelassen werden, auf eigene Rechnung die Ausrüstungs- und Ausbauarbeiten durchzuführen.

In diesem Fall erhalten sie, unter Ausschluß aller anderen Subventionen, eine Subvention der Wallonischen Region, die aufgrund des Betrags, Mehrwertsteuer mit inbegriffen, der ordentlichen niedrigsten Submission oder des günstigsten Angebots, je nach Art der Vergabe des berücksichtigten Auftrags, die nach den vertraglichen Revisionen angepaßt und um die Gemeinkosten in Zusammenhang mit den Arbeiten erhöht wird, festgelegt wird.

Die Exekutive bestimmt die Höhe der Beteiligung der Region an den Gemeinkosten.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Behörden und Einrichtungen dürfen die vorliegenden Bestimmungen nur dann in Anspruch nehmen, wenn die Erwerber, die Mieter und die Wohnungen den von der Exekutive festgelegten Bedingungen entsprechen.

Wenn diese Bedingungen nicht eingehalten werden, sind diese Einrichtungen verpflichtet, der Wallonischen Region ihre Beteiligung an den Kosten der Arbeiten, erhöht um den Zinsem zum gesetzlichen Satz, zurückzuerstatten.

§ 4. Wenn eine Parzelle, an der ein dingliches Recht übertragen wird, innerhalb der von der Exekutive festgelegten Frist nicht bebaut wird, üben die in § 1 erwähnten Behörden und Einrichtungen ein Rückkaufsrecht auf diese Parzelle aus, bei Strafe für sie, die in § 3 vorgesehene Rückerstattung vornehmen zu müssen.

Der Rückkauf erfolgt zum Preis, der vom Erwerber gezahlt wurde.

§ 5. Die auf den in § 1, Punkt 5 erwähnten Grundparzellen zu errichtenden Wohnungen müssen den von der Exekutive festgelegten Bedingungen entsprechen bei Strafe, für den Bauherrn, der Wallonischen Region und den in § 1 erwähnten Behörden und Einrichtungen ihre jeweilige Beteiligung an den auf ihre Parzelle entfallenden Kosten der Arbeiten, die um den Zinsen zum gesetzlichen Satz erhöht wird, zurückzuerstatten.

§ 6. Die Wege- und Kanalisationsnetze, die von den in § 1 erwähnten Behörden und Einrichtungen mit der Beteiligung der Wallonischen Region oder von der Wallonischen Region für ihre Rechnung errichtet worden sind bzw. zu errichten sind, werden kostenlos und in dem Zustand, in dem sie sich befinden, der Gemeinde übertragen und werden in das Wegenetz der Gemeinde aufgenommen.

Diese Übertragung erfolgt an dem Tag, an dem das Protokoll der endgültigen Entgegennahme unterzeichnet wird.

Wenn die Gemeinde nicht der Bauherr der Arbeiten in bezug auf den Bau der Wege- und Kanalisationsnetze ist, wird sie an der Überwachung der Bauarbeiten beteiligt und dazu geladen, der vorläufigen und der endgültigen Entgegennahme beizuwohnen.

Im Falle, daß die Gemeinde entweder im Laufe der Erledigung des Auftrags, oder in den Protokollen der Entgegennahme, Bemerkungen anmeldet, die nicht berücksichtigt werden, entscheidet die Exekutive.

§ 7. Die Exekutive bestimmt die Prozentsätze der Beteiligung der Wallonischen Region, die 100 Pzt. erreichen können.

Sie bestimmt die Modalitäten der Anwendung dieses Artikels ».

**Art. 2.** Diese Bestimmungen gelten für Ausrüstungen, deren endgültige Entgegennahme am Tage ihrer Inkrafttretung nicht bewilligt worden ist sowie für Ausrüstungen von Grundstücken, die die in § 1 von Artikel 1 erwähnten Behörden und Einrichtungen an demselben Tag noch besitzen.

Verkünden das vorliegende Dekret, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werde.  
 Namür, am 20. Juli 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten  
 und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens  
 für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
 der Industriegebiete und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien  
 und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

\* Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt  
 und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1753

20 JULI 1989

## Decreet tot wijziging van artikel 77novies van de Huisvestingscode (1)

De Waalse Gewestexecutieve heeft goedgekeurd en Wij, Executieve bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 77novies van de Huisvestingscode, ingevoegd bij het decreet van 3 mei 1983 en gewijzigd bij de decreten van 14 maart 1985 en 15 januari 1987 wordt vervangen door de volgende bepaling :

\* Art. 77novies. § 1. Ingeval het Waalse Gewest, de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, één van de door haar erkende bouwmaatschappijen tot nut van het algemeen, een gemeente, een intercommunale of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een groep van gemiddelde of van ermeer gelijkgestelde volkswoningen bouwt en een harmonische ontwikkeling van het woongebied verzekert, kan het Waalse Gewest de kosten voor de uitrusting in wegen, riolering, openbare verlichting, watervoorziening en die voor de uitrusting van de gemeenschappelijke omgevingen alsmede de kosten voor de uitvoering van die uitrustingen te zijnen laste nemen.

Onder bouw van een groep van gemiddelde of ermeer gelijkgestelde volkswoningen dient te worden verstaan één of verschillende van de hierna vermelde verrichtingen :

- 1° de verbouwing en verbetering van ongezonde verbeterbare woningen;
- 2° de verbouwing van gebouwen met het oog op de inrichting van woningen;
- 3° de afsloping van ongezonde onverbeterbare woningen en de bouw op dezelfde plaats van woningen;
- 4° de bouw van woningen;

5° de verkaveling van percelen van bouwterreinen ten einde particulieren in staat te stellen een zakelijk recht op één van die percelen te verkrijgen om daarop een woning voor hun eigen rekening te bouwen of te laten bouwen, of de eigendom ervan te verkrijgen krachtens een overeenkomst gesloten met een privéonderneming ongeacht de aard of de omschrijving van die overeenkomst.

De in eerste lid bedoelde overheden en instellingen kunnen alleen, gezaamenlijk of met een andere rechtspersoon handelen.

Het Waalse Gewest kan ingelijks de kosten te zijnen laste nemen voor de bouw of de inrichting van andere gemeenschappelijke uitrustingen alsmede de kosten voor de bouw en de inrichting van installaties met collectieve aard en met sociaal of cultureel belang voor zover die uitrustingen of installaties wezenlijk deel uitmaken van de hierna vermelde woningsgroep.

§ 2. De in § 1 bedoelde overheden en instellingen kunnen gemachtigd worden die uitrustings- en inrichtingswerken voor hun eigen rekening uit te voeren.

Zij genieten in dit geval, met uitsluiting van iedere andere subsidie, een tegemoetkoming van het Waalse Gewest die vastgesteld is op basis van het bedrag, inclusief belasting op de toegevoegde waarde, van de laagste regelmatige inschrijving of op basis van de meeste interessante offer volgens de gekozen gunningswijze van de opdracht, aangepast rekening houdend met de contractuele herzieningen en verhoogd met de algemene kosten met betrekking tot die werken.

De Executieve bepaalt het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest in die algemene kosten.

§ 3. De in § 1 bedoelde overheden en instellingen kunnen alleen dan aanspraak maken op het voordeel van die bepalingen wanneer de verkrijgers, huurders en de woningen de door de Executieve vastgestelde voorwaarden vervullen.

Die instellingen worden ertoe gehouden de tegemoetkoming in de kostprijs van de werken vermeerderd met de interesten tegen de wettelijke rentevoet van het Waalse Gewest terug te betalen wanneer die voorwaarden niet worden nageleefd.

§ 4. Wanneer één van de onroerende goederen waarop een zakelijk recht wordt afgestaan binnen de door de Executieve vastgestelde termijn niet bebouwd is, oefenen de in § 1 bedoelde overheden en instellingen een recht van wederinkoop uit op dit goed, op straffe voor hen van de in § 3 bedoelde terugbetaling.

De wederinkoop geschiedt tegen de door de verkrijger betaalde prijs.

§ 5. De te bouwen woningen op de in § 1, 5°, bedoelde strukgronden moeten voldoen aan de door de Executieve bepaalde voorwaarden op straffe, voor de aannemer, van terugbetaling aan het Waalse Gewest en aan de in § 1 vermelde overheden en instellingen, van het respectieve tegemoetkomingsgedeelte in de kostprijs van de werken die betrekking hebben op hun perceel, vermeerderd met de interesten tegen de wettelijke rentevoet.

§ 6. De wegen- en rioolnetten aangelegd of aan te leggen met het voordeel van de tegemoetkoming van het Waalse Gewest door de in § 1 vermelde overheden en instellingen of door het Waalse Gewest wanneer zij voor hun eigen rekening optreden, worden kosteloos en in de staat waarin zij zich bevinden, overdragen aan de gemeente en in het gemeentelijk wegennet ingelijfd.

Deze overdracht vindt plaats op de datum van de ondertekening van het proces-verbaal van vaste eindoplevering.

Indien de gemeente geen opdrachtgeefster is van de werken voor de bouw van wegen- en rioolnetten, wordt zij bij het toezicht op de werken betrokken en verzocht de voorlopige en eindopleveringen van de werken bij te wonen.

Wanneer de gemeente hetzij tijdens de uitvoering van de opdracht, hetzij bij het opmaken van de processen-verbaal van oplevering opmerkingen formuleert waarmee geen rekening wordt gehouden, neemt de Executieve een beslissing daarover.

(1) Zitting 1988-1989

Stukken van de Raad, 92 (1988-1989) nrs 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 juli 1989.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare vergadering van 7 juli 1989.

Sterming.

§ 7. De Executieve stelt de percentages van de tegemoetkoming van het Waalse Gewest vast die 100 % kunnen bedragen.

Zij bepaalt de modaliteiten betreffende de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

Art. 2. Die bepalingen zijn van toepassing op de uitrustingen waarvan de eindoplevering op de datum waarop die bepalingen in werking treden, niet werd toegekend alsmede op de uitrustingen van terreinen waarvan de in § 1 vermelde autoriteiten en instellingen op diezelfde datum nog eigenaar zijn.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, op 20 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve  
belast met de Economie, de K.M.O's en het Regionaal Openbaar Armbt,  
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen,  
Gesubsidieerde Werken en Water,  
A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,  
A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud,  
Industriezones en Teverkstelling,  
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,  
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,  
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,  
G. LUTGEN

## AUTRES ARRÊTÉS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

#### Composition du Collège du Comité supérieur de contrôle

Par arrêté royal du 9 juin 1989, M. De Smet, W., président à la cour d'appel de Gand, est nommé membre du Collège du Comité supérieur de contrôle.

Par arrêté royal du 17 juillet 1989 :

M. Nachtergaele, R., directeur général du Bureau des Ponts, au Ministère des Travaux publics, membre suppléant du Comité supérieur de contrôle, est nommé membre de ce Comité;

M. Sarteel, F., directeur général de l'Administration de l'Electricité et de l'Electromécanique au Ministère des Travaux publics, est nommé membre suppléant du Comité supérieur de contrôle;

Par arrêté royal du 17 juillet 1989 :

M. Crohain, C., secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, est nommé membre du Comité supérieur de contrôle;

M. Mahieu, A., directeur général de l'Office belge de l'Economie et de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) est nommé membre du Comité supérieur de contrôle.

## ANDERE BESLUITEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

#### Samenstelling van het College van het Hoog Comité van Toezicht

Bij koninklijk besluit van 9 juni 1989 wordt de heer De Smet, W., kernvoorzitter van het hof van beroep te Gent, benoemd tot lid van het College van het Hoog Comité van Toezicht.

Bij koninklijk besluit van 17 juli 1989 :

wordt de heer Nachtergaele, R., directeur-generaal van het Bruggebureau bij het Ministerie van Openbare Werken, plaatsvervangend lid van het Hoog Comité van Toezicht, benoemd tot lid van dat Comité;

wordt de heer Sarteel, F., directeur-generaal van het Bestuur voor Elektriciteit en Elektromechanica bij het Ministerie van Openbare Werken, benoemd tot plaatsvervangend lid van het Hoog Comité van Toezicht;

Bij koninklijk besluit van 17 juli 1989 :

wordt de heer Crohain, C., secretaris-generaal van het Ministerie van Landbouw, benoemd tot lid van het Hoog Comité van Toezicht;

wordt de heer Mahieu, A., directeur-generaal van de Belgische dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw (Ministerie van Landbouw), benoemd tot lid van het Hoog Comité van Toezicht.